

# LE DAUPHINÉ

libéré



GRAND GENÈVE, CHABLAIS, AIN | 74A

4 | JEUDI 13 AVRIL 2023 | LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ

## PAYS DE SAVOIE

PARIS

# Lyon-Turin : un appel direct à Emmanuel Macron

Une "Union parlementaire" a choisi ce mercredi 12 avril le cadre solennel du Sénat pour presser l'exécutif d'avancer au plus vite sur la réalisation des accès français, entre Lyon et Saint-Jean-de-Maurienne.

François Mauriac aimait tant l'Allemagne qu'à son époque, il se félicitait qu'il y en eût deux. L'unité autour du Lyon-Turin, on attend qu'il n'y en ait plus qu'une. Ce mercredi 12 avril au Sénat, un séminaire a réuni tout ce que les deux chambres comptent de partisans... à l'exception de la majorité présidentielle.

Avertis de l'initiative, mais peu enclins à prendre la parole auprès de leurs collègues des oppositions, ses parlementaires avaient préféré, la veille, être reçus au cabinet d'Élisabeth Borne pour répéter tout le bien qu'ils pensent de cette liaison ferroviaire européenne entre la France et l'Italie, et l'urgence qu'il y a à « sécuriser la DUP (déclaration d'utilité publique) de 2013 » sur les accès français entre Lyon et Saint-Jean-de-Maurienne, explique Véronique Riont, députée Renaissance de Haute-Savoie, parmi 19 députés et un sénateur.

**Sans les accès, « la France sera un goulot d'étranglement » (Étienne Blanc)**

L'Union des parlementaires pour le Lyon-Turin, elle, rassemble 57 députés et sénateurs



Au Sénat, des parlementaires d'un large spectre politique, allant des communistes aux Républicains en passant par les centristes, réunis autour d'Étienne Blanc, sénateur du Rhône, pour appeler le président de la République à prendre position. Photo Le DL/Frédéric THIERS

teurs allant des communistes aux Républicains. Ils n'y vont pas par quatre aiguillages et s'adressent directement à Emmanuel Macron. Le tunnel entre Saint-Jean-de-Maurienne et Susa étant en construction, et l'Italie ayant acté, phasé et financé ses propres accès, « la France [...] doit être à la hauteur de ses responsabilités, de ses engagements internationaux et du défi climatique ».

Le rapport du COI (conseil d'orientation des infrastructures) n'y concourt pas. « Il dit que les accès français peuvent être livrés à partir de 2045 », dénonce Étienne Blanc, sénateur (LR) du Rhône, « mais l'Italie va nous envoyer, dès 2032, 25 millions

de tonnes de fret ferroviaire par an que nous ne pourrions pas recevoir, la France sera un goulot d'étranglement ».

**Le Lyon-Turin, « c'est 75 € par Français » (Émilie Bonniard)**

Pour Cécile Cukierman, « les Suisses, en perçant trois grands tunnels alpins, ont démontré que le Lyon-Turin est la seule solution technique pour relever le défi » du report modal. « C'est un ensemble cohérent », assure la sénatrice communiste de la Loire, « ses sections sont interdépendantes », et sans les accès français, il n'y a pas de Lyon-Turin. La ligne actuelle Dijon-Modane, même mo-

dernisée comme l'envisage le COI, n'en fait pas partie.

Émilie Bonniard, députée (LR) de la 3<sup>e</sup> circonscription de Savoie, rebondit sur l'exemple helvète en quelques chiffres : « Les Suisses ont financé seuls trois tunnels de base, ce qui a représenté 2 500 euros par Suisse. Le Lyon-Turin, c'est 75 euros par Français compte tenu de la participation européenne. La France peut se le permettre. » Quant au coût immédiat, les 100 à 150 millions d'euros à engager pour la réalisation de l'avant-projet détaillé des accès, « ils sont dérisoires au regard de l'enjeu ». En revanche, laisser passer cette étape ainsi que le suggère implicitement

le COI, c'est « condamner insidieusement la DUP de 2013 » et, pour Étienne Blanc, « reporter le projet quasiment sine die ».

Alors, pourquoi ça bloque ? « Le Lyon-Turin, c'est l'Europe qu'on aime, celle des grands projets concrets », estime Florence Biatrice-Contat, sénatrice socialiste, « au service de la transition écologique et du développement des échanges ». Cette Europe cristallise deux oppositions : ceux qui sont « dans une logique de décroissance, dans l'opposition à un système économique » pour Loïc Hervé, sénateur centriste de Haute-Savoie (LFI, EELV) ; et une partie de la haute fonction publique, dénoncée par Étienne Blanc, « qui dit, on fera plus tard, peut-être, quand le président de la République a dit à Naples que la France fera ». C'était au sommet franco-italien de février 2020.

« Nous offrons au président de la République l'occasion de visiter le chantier et d'annoncer que la France tiendra ses engagements », insiste Loïc Hervé. Émilie Bonniard en appelle aussi à Emmanuel Macron : « tous les gouvernements avaient respecté le calendrier imposé par l'Europe, et là, ça fait six ans que nous attendons ». L'unité pour le Lyon-Turin reste un combat.

Frédéric THIERS

RETROUVEZ LA VIDEO SUR  
notre site Internet  
**LE DAUPHINÉ**